

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
25 mai 2021  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 24 mai 2021, adressée au Secrétaire général et aux Représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'exposé présenté par M. Volker Perthes, Représentant spécial pour le Soudan et Chef de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan, ainsi que des déclarations faites par les représentants de la Chine, de l'Estonie, de la France, de l'Inde, de l'Irlande, du Kenya (au nom des trois pays africains membres du Conseil de sécurité, à savoir le Kenya, le Niger et la Tunisie, ainsi que de Saint-Vincent-et-les Grenadines), du Mexique, de la Norvège, de la Fédération de Russie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, des États-Unis d'Amérique et du Viet Nam, à l'occasion de la visioconférence sur les « Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud » organisée le jeudi 20 mai 2021. Une déclaration a également été faite par le représentant du Soudan.

Conformément à la procédure décrite dans la lettre du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/372), qui a été convenue en raison des circonstances exceptionnelles créées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le texte de l'exposé et des déclarations sera publié en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil de sécurité  
(Signé) **Zhang Jun**



**Annexe I****Exposé de M. Volker Perthes, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan et Chef de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan**

Je vous remercie de me donner l'occasion aujourd'hui de m'adresser aux membres du Conseil sur la situation au Soudan.

Je reviens tout juste de la Conférence de Paris, qui a clairement démontré le soutien international continu en faveur du retour du Soudan au sein de la communauté internationale. Je tiens à remercier le Gouvernement français d'avoir organisé cette conférence au cours de laquelle des États Membres ont annoncé des remises de dettes bilatérales, aidant ainsi le Soudan à apurer ses arriérés auprès des institutions financières internationales et ouvrant la voie pour atteindre le point de décision dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés.

Je tiens également à remercier les Soudanais – femmes et hommes, les acteurs de la société civile et les hommes et femmes d'affaires – qui ont présenté leur vision d'un nouveau Soudan : un Soudan épris de liberté et de justice qui regorge d'opportunités économiques. Le Premier Ministre Hamdok a réitéré son attachement à la paix et à la création d'un environnement propice aux investissements commerciaux, tandis que le général de corps d'armée Abdel Fattah Al-Burhan a affirmé son attachement à une transition démocratique et aux relations de bon voisinage du Soudan.

J'encourage tous les partenaires internationaux et nationaux du Soudan à continuer d'aider le pays à mettre en œuvre les réformes économiques et politiques essentielles. Les dimensions économique et politique de la transition du Soudan sont interdépendantes et indissociables.

Je voudrais présenter sommairement certains des faits nouveaux survenus récemment au Soudan – les réalisations comme les défis – au cours de la période considérée ; à commencer par le processus de paix.

Le 28 mars, le Président du Conseil souverain du Soudan, le général de corps d'armée Abdel Fattah Al-Burhan, et le Commandant du Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord-faction Abdelaziz Hélou (MPLS-N-faction Abdelaziz Hélou), ont signé une déclaration de principes qui constituera la base des pourparlers de paix prévus entre le Gouvernement soudanais et le MPLS-N-faction Abdelaziz Hélou à Djouba la semaine prochaine. Je salue le courage des deux parties qui ont fait des compromis importants pour parvenir à ce stade.

J'ai rencontré Abdelaziz Hélou, ainsi que le Gouvernement et l'équipe de médiation sud-soudanaise, pour discuter des préparatifs des prochains pourparlers de paix. La Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) jouera le rôle de facilitateur, en soutenant les efforts de médiation fournis par le Soudan du Sud et les parties, le cas échéant. Nous nous efforçons également de garantir une véritable participation des femmes au processus.

À Djouba, j'ai également discuté avec Abdul Wahid Al-Nur, le chef de l'Armée de libération du Soudan, de la nécessité de s'engager politiquement en faveur d'une paix globale au Soudan qui traite les causes profondes du conflit.

Qu'il me soit également permis de relever les efforts constants consentis par le Gouvernement soudanais pour faire avancer la transition politique. L'adoption de la législation établissant la Commission pour la paix, la Commission de lutte contre la corruption et la Commission de justice transitionnelle est une étape importante. J'exhorte les autorités à procéder rapidement à la mise en place opérationnelle de ces entités tout en veillant à ce qu'elles reflètent la diversité du Soudan.

Des retards ont également été constatés, le plus important étant que la formation d'un conseil législatif de transition inclusif et représentatif, avec une représentation d'au moins 40 % de femmes, n'a pas encore été réalisée.

En outre, la récente commémoration de la répression violente des manifestations de 2019 contre le régime et la mort tragique de deux jeunes hommes ont accentué la frustration croissante face aux attentes non satisfaites de la transition politique, notamment la quête de justice et d'application du principe de responsabilité.

Si les progrès limités réalisés dans l'application de l'Accord de paix de Djouba suscitent une inquiétude croissante, des avancées ont néanmoins été enregistrées dans certains domaines, tels que le lancement des préparatifs techniques de la conférence sur la gouvernance et les préparatifs de la mise en place du mécanisme de suivi et d'évaluation. D'autres aspects essentiels restent à réaliser, notamment l'adoption de dispositions de sécurité et la mise en place des comités chargés du cessez-le-feu et de la sécurité.

Les retards enregistrés dans la mise en place d'une force de protection mixte et l'absence de forces de sécurité intégrées et unies ont une incidence directe sur la stabilité et la protection des civils.

Les membres se souviendront de mon dernier exposé présenté ici, en avril, après la résurgence des affrontements intercommunautaires au Darfour, qui ont fait 144 morts, 232 blessés et environ 65 000 nouveaux déplacés.

En réponse, le Gouvernement a décidé de mettre en œuvre huit mesures essentielles de renforcement de la sécurité, dont certaines découlent de l'Accord de paix de Djouba, et qui comprennent la mise en place et le déploiement de forces de sécurité mixtes, l'opérationnalisation des dispositions de sécurité transitoires et des comités chargés du cessez-le-feu correspondants, la gestion des armes et l'aide humanitaire.

Les mouvements armés ont nommé leurs représentants aux comités chargés du cessez-le-feu et désigné le personnel des forces de sécurité mixtes, mais les déploiements tardent encore. Certains retards seraient dus à un manque de ressources ; un soutien international matériel pour ces forces mixtes, notamment en matière de logement et d'équipement, serait certainement le bienvenu.

Je crains que, sans la mise en place rapide de ces forces mixtes et la mise en œuvre du Plan national de protection des civils, nous ne soyons confrontés à des incidents similaires à ceux qui se sont produits à Geneina.

Lors de nos rencontres, j'ai salué l'engagement des représentants du Gouvernement et des services de sécurité à mettre en œuvre des réformes concernant le secteur de la sécurité. La MINUATS se tient prête à les aider dans cette entreprise. Je continue également d'insister sur la mise en place des comités chargés du cessez-le-feu et des mécanismes correspondants prévus par l'Accord de paix. La MINUATS est prête à soutenir ces mesures, d'autant plus qu'il a été convenu dans l'Accord que l'ONU jouera un rôle dans ces mécanismes.

La MINUATS et l'équipe de pays des Nations Unies soutiennent le Plan national de protection des civils élaboré par le Gouvernement, en mettant l'accent sur trois résultats principaux : soutenir la prévention, fournir un soutien pour la protection physique et créer un environnement protecteur. Cela inclut le renforcement du système judiciaire, qui est une priorité de l'ONU. La MINUATS a déployé trois équipes multifonctionnelles au Darfour pour aider la police soudanaise à effectuer des services de proximité, à mener des enquêtes, à lutter contre la violence fondée sur le genre et à assurer la protection des civils. Les efforts de l'ONU en faveur de la

protection des civils continueront de s'intensifier au fur et à mesure qu'elle augmente ses capacités.

Les Soudanaises continuent d'exiger la pleine réalisation de leurs droits, conformément aux aspirations de la révolution et à la Déclaration constitutionnelle. Une marche de femmes organisée le 8 avril a mis en avant les disparités qui existent en matière de sécurité, de besoins fondamentaux, de droits juridiques et de participation des femmes au processus politique.

J'ai été profondément troublé par les informations qui continuent de faire état de violations des droits des femmes et des jeunes filles, notamment les campagnes de médias sociaux incitant à la violence. Les militant(e)s des droits des femmes rappellent que de tels crimes fondés sur le genre étaient inacceptables pendant la révolution et doivent le rester aujourd'hui. Je partage totalement cet avis.

La décision du Gouvernement de ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique constitue une avancée majeure, malgré les réserves émises sur des dispositions essentielles, que les groupes de défense des droits des femmes soudanaises ont critiquées.

La MINUATS continuera de soutenir les groupes de défense des droits des femmes et le Gouvernement afin de créer un environnement protecteur pour que les femmes puissent vivre sans crainte pour leur sécurité et exercer pleinement leurs droits.

Pour ce qui est des questions régionales, je continue d'appeler au dialogue pour régler les différends et les tensions entre le Soudan et l'Éthiopie afin de préserver la stabilité du Soudan. Le dialogue et la coopération sont les seuls moyens de régler ces différends à l'amiable.

S'agissant de la coopération internationale, j'ai le plaisir de signaler un accord pour la création de ce que nous appelons le Forum national de développement du Soudan, qui constituera un mécanisme de coordination de l'aide des donateurs. Le Gouvernement a l'intention d'ouvrir ce forum le mois prochain. L'ONU a également fait des progrès importants en ce qui concerne l'élaboration de critères et d'indicateurs, qui sont annexés au rapport du Secrétaire général (S/2021/470). Ces critères permettront de mesurer les progrès réalisés par rapport aux priorités stratégiques associées aux quatre piliers de notre mandat. Nous avons eu une première consultation avec le Gouvernement et le mois prochain nous lancerons une « tournée » pour discuter de ces critères avec les acteurs de la société civile de différentes parties du pays.

Je remercie également le Gouvernement pour son travail diligent, qui a permis de mener à bien les discussions sur l'accord relatif au statut de la mission, qui est maintenant prêt à être signé.

La transition fragile du Soudan ne pourra combler les aspirations du peuple soudanais, hommes et femmes, que si l'on continue à faire preuve du même esprit d'unité, de partenariat et de collaboration qui a été à l'origine de la révolution. Je poursuis mon travail de sensibilisation auprès de diverses parties prenantes : le Gouvernement, les partis politiques, les mouvements armés, les acteurs de la société civile et d'autres parties prenantes à travers le Soudan, afin de répondre au scepticisme que nous avons rencontré dès le départ dans certaines sphères du milieu politique et social et de renforcer la confiance dans le fait que la MINUATS travaille pour l'ensemble du Soudan.

## Annexe II

### **Déclaration de M. Dai Bing, Représentant permanent adjoint de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : chinois]

Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, Volker Perthes, pour son exposé et me félicite de la présence du représentant du Soudan à cette réunion.

La situation au Soudan évolue positivement depuis un certain temps. La communauté internationale doit continuer d'apporter un soutien ciblé afin d'aider le Soudan à devenir un leader en Afrique en ce qui concerne l'initiative « Faire taire les armes » et le relèvement après la pandémie.

Je tiens à faire les observations suivantes.

Premièrement, nous devons maintenir la dynamique actuelle et faire avancer le processus politique. Le Gouvernement soudanais a récemment augmenté le nombre de membres du Conseil souverain, achevé la restructuration du Gouvernement de transition, créé le Haut Comité national chargé du mécanisme de mise en œuvre de l'Accord de paix de Djouba et a signé une déclaration de principes avec le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord – faction Abdelaziz Héléou, démontrant ainsi sa volonté politique en prenant des mesures concrètes pour faire avancer le processus politique. La Chine encourage les parties soudanaises à poursuivre le travail de transition essentiel tel que la mise en place du Conseil législatif de transition et la préparation des élections générales, et elle appelle les factions qui n'ont pas signé l'accord de paix à rejoindre le processus de paix dès que possible afin de maintenir le processus politique soudanais dans la bonne direction.

Deuxièmement, il faut renforcer les capacités et maintenir la paix et la stabilité. Depuis le début du retrait de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), des conflits intercommunautaires éclatent de temps à autre au Darfour, causant de lourdes pertes et déplaçant des civils. En réaction, le Gouvernement soudanais prend certaines mesures proactives, dont la Chine se félicite. La communauté internationale doit intensifier son soutien au renforcement des capacités du Gouvernement soudanais et, en particulier, améliorer sa capacité à protéger les civils. Le Conseil doit minutieusement examiner l'impact que l'embargo sur les armes a sur les efforts que déploie le Gouvernement soudanais pour protéger les civils et prendre des mesures efficaces pour lever cet embargo.

Il faut associer bons offices, réconciliation et état de droit pour régler les affrontements intercommunautaires, qui constituent un problème persistant, et s'attaquer à leurs causes profondes tout en développant l'économie et en améliorant les moyens de subsistance de la population.

Troisièmement, nous devons promouvoir la coopération au service du développement et stabiliser l'économie soudanaise. Affectée par le conflit armé, la maladie à coronavirus (COVID-19), les catastrophes naturelles et d'autres facteurs, l'économie soudanaise est confrontée à de graves difficultés, et des dizaines de millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire. La Chine appelle les États Membres à augmenter leurs contributions en faveur de la consolidation de la paix après le conflit au Soudan et à accroître l'aide et les investissements. La Chine se félicite de l'aide apportée par les entités des Nations Unies telles que le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. La Chine a participé à la Conférence de Paris et, pour soutenir la transition du Soudan, a déjà réduit ou annulé une partie des dettes du Soudan au niveau bilatéral. Nous espérons que la Banque mondiale et d'autres

institutions financières internationales réduiront bientôt ou annuleront totalement les dettes du Soudan afin de créer un environnement favorable au relèvement et au développement économique du Soudan après la COVID-19.

Quatrièmement, il est essentiel d'assurer un transfert et une transition en douceur et de tirer pleinement parti du rôle de l'ONU. Comme le retrait de la MINUAD sera bientôt achevé, l'ONU et le Gouvernement soudanais doivent travailler en étroite collaboration pour assurer un processus de retrait sans heurt et ordonné et préserver conjointement la sûreté et la sécurité du personnel et des biens. Afin de mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du mandat de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS), le Secrétaire général a élaboré des critères et des indicateurs connexes couvrant tous les aspects du processus politique et de l'édification de la nation au Soudan. Il est à espérer que, dans le cadre de l'utilisation de ces critères et indicateurs, la MINUATS prendra dûment en considération les priorités du pays hôte et tiendra pleinement compte de ses vues.

## Annexe III

### **Déclaration de M. Sven Jürgenson, Représentant permanent de l'Estonie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je me joins aux autres orateurs pour remercier le Représentant spécial pour le Soudan, M. Volker Perthes, pour son exposé éclairant, ainsi que le Chargé d'affaires du Soudan pour sa déclaration.

L'Estonie se félicite des progrès que le Soudan continue de réaliser dans sa transition historique, malgré les multiples défis auxquels le pays est confronté. Pour que la transition maintienne ce cap, comme prévu par la révolution et la Déclaration constitutionnelle, on ne saurait trop insister sur l'importance du renforcement des institutions. Par conséquent, nous exhortons les autorités de transition à accélérer la formation du Conseil législatif de transition, avec une représentation de 40 % de femmes. De même, nous demandons que soient créées la Commission des droits de l'homme, la Commission de justice transitionnelle et la Commission de lutte contre la corruption.

Afin de garantir une transition réussie au Soudan, il est également crucial de garantir la participation pleine, égale et réelle des femmes aux organes de décision. À cet égard, je tiens à exprimer la préoccupation de l'Estonie quant au niveau de violence à l'égard des femmes et des filles et à exhorter le Gouvernement à prendre des mesures supplémentaires pour créer un environnement protecteur qui respecte la plénitude et l'égalité de leurs droits.

L'Estonie se félicite par ailleurs des efforts déployés pour mettre en œuvre l'Accord de paix de Djouba, notamment la création du Haut Comité national et des sous-comités chargés de suivre l'application de l'Accord. Il faut en accélérer la mise en œuvre afin de répondre aux attentes de la population qui aspire à vivre en paix. Pour cette raison, nous exhortons le Gouvernement de transition à donner la priorité à l'application des dispositions de sécurité définies dans l'Accord de paix de Djouba, y compris l'opérationnalisation des mécanismes de cessez-le-feu. L'Estonie se félicite de la déclaration de principes signée par le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord-faction Abdelaziz Héléou et appelle les parties qui n'y ont pas encore adhéré à le faire de toute urgence. Par ailleurs, l'Estonie continue d'encourager la coopération avec la Cour pénale internationale.

La situation socioéconomique continue malheureusement d'imposer des difficultés importantes au peuple soudanais, mais nous nous félicitons des mesures importantes que le Gouvernement de transition a prises pour mettre le pays sur la voie de la reprise économique. L'Estonie se félicite de la récente Conférence de Paris sur le Soudan et espère que le Soudan pourra bientôt atteindre le point de décision dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés.

Malgré ces progrès, une préoccupation persiste : les conditions de sécurité précaires dans certaines parties du Darfour et les conséquences dévastatrices de la violence intercommunautaire. Nous savons que la population du Darfour avait des craintes quant au départ de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, et nous ne pouvons pas rester sans rien faire alors que ces craintes semblent se matérialiser. Il faut redoubler d'efforts pour garantir la sécurité des civils, notamment des femmes et des enfants. Les auteurs d'actes de violence doivent en répondre. C'est pourquoi nous exhortons le Gouvernement de transition à accélérer la mise en œuvre de sa stratégie nationale de protection des civils. Nous l'invitons à coopérer avec la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) afin de mettre en place les ressources nécessaires pour assurer la protection de tous les civils. À cet égard, nous nous félicitons que le Ministre

de l'intérieur ait demandé le déploiement d'agents supplémentaires de la police des Nations Unies. Nous demandons également que la force mixte de protection soit déployée d'urgence.

La MINUATS s'est intentionnellement vu confier un large mandat afin de garantir qu'elle puisse fournir une assistance dans les nombreux domaines où le Soudan pourrait avoir besoin d'aide. Toutefois, afin de réaliser des progrès tangibles dans les domaines où il est le plus urgent de progresser, il pourrait être utile de hiérarchiser certains objectifs pour l'année à venir tout en maintenant ce large mandat. Il sera important d'assurer le suivi des progrès. Par conséquent, l'Estonie se félicite de l'élaboration de critères et d'indicateurs qui permettront de suivre les progrès de la MINUATS par rapport à ses objectifs stratégiques. Nous nous félicitons par ailleurs de l'information selon laquelle l'accord sur le statut de la mission est prêt à être signé.

Enfin, nous nous félicitons des progrès accomplis par le Soudan, mais nous reconnaissons également qu'il reste beaucoup à faire. Si le Soudan a un long chemin à parcourir, il importe de rappeler qu'il ne sera pas seul sur ce chemin, car la communauté internationale soutient fermement sa transition historique. Je réaffirme le soutien total de l'Estonie aux efforts que fournit le peuple soudanais pour parvenir à la démocratie, à la paix et à la prospérité.



**Annexe IV****Déclaration de M<sup>me</sup> Sheraz Gasri, Ministre Conseiller à la Mission permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : Français]

Je tiens à remercier le Représentant spécial Volker Perthes pour son exposé et le représentant du Soudan. Vous avez tout notre soutien.

Je voudrais insister sur quatre points.

D'abord le soutien à la transition démocratique au Soudan. La conférence de Paris, qui s'est tenue cette semaine à l'initiative du Président Macron, l'a bien démontré, l'ensemble des autorités soudanaises est résolu à préserver l'élan amorcé par la révolution de décembre 2018. Cette conférence a également consacré le retour du Soudan dans le concert des nations, qui va de pair avec un effort sans précédent des partenaires internationaux du Soudan pour soutenir sa transition démocratique. La France compte y prendre toute sa part. Elle prendra en charge le prêt relais de 1,5 milliard de dollars qui va permettre de rembourser les arriérés du Soudan au Fonds monétaire international. Nous appelons tous les créanciers bilatéraux du Soudan – qu'ils soient ou non membres du Club de Paris, à participer de manière coordonnée et équitable à l'allègement de la dette soudanaise. La France réitère son engagement à annuler sa dette bilatérale de près de 5 milliards de dollars à l'égard du Soudan dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés.

Deuxième point sur lequel je voudrais insister : l'effort de réforme engagé doit se poursuivre, notamment dans le domaine de l'état de droit et des droits de l'homme. La formation du Conseil législatif de transition, avec une représentation des femmes d'au moins 40 % ne peut plus attendre. La ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ainsi que la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants constitue un horizon important. Nous appelons les autorités soudanaises à ne pas réduire la portée de telles ratifications. Nous appelons par ailleurs le Gouvernement à poursuivre ses efforts pour permettre à la Commission nationale des droits de l'homme de s'acquitter de son mandat, à mettre en place sans délai la Commission nationale de justice transitionnelle et à lutter contre la corruption, avec le soutien du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, dont nous saluons la coopération avec le Soudan. Nous espérons également que le dialogue contemplé par les autorités soudanaises avec la Cour pénale internationale aboutira à des résultats concrets pour la lutte contre l'impunité des crimes commis au Darfour.

Troisième point, le processus de paix et la protection des civils. Au Darfour, la récurrence des violences intercommunautaires de grande ampleur confirme la fragilité de la situation sécuritaire. La France salue la volonté politique dont les autorités soudanaises ont fait preuve à cette occasion, et rappelle l'importance d'un retour de l'administration soudanaise au Darfour. Nous appelons le Gouvernement à accélérer la mise en œuvre des accords de Djouba, avec le soutien de la Mission intégrée des Nations unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS), et à déployer le plus rapidement possible la force de protection conjointe prévue par ces accords. La protection des civils, y compris des personnels humanitaires, ainsi que la garantie d'un accès humanitaire doivent rester des priorités. Des mécanismes de règlement des différends efficaces sont également nécessaires pour éviter une escalade. La France salue à ce titre le dialogue établi entre la Mission et les Ministères de l'intérieur et de la justice.

Bien évidemment, la consolidation de la paix est une responsabilité partagée. Nous appelons également l'ensemble des groupes armés signataires des accords de Djouba à regagner le Soudan et à cesser de recruter de nouveaux combattants, en particulier parmi les enfants. Nous encourageons en outre les acteurs qui restent en dehors du processus de paix à le rejoindre sans tarder. Nous saluons à ce titre la déclaration de principe entre le Président du Conseil souverain et le parti d'Abdelaziz Hérou.

Dans ce contexte, et ce sera mon dernier point, la France soutient l'opérationnalisation rapide de la MINUATS pour poursuivre l'appui des Nations Unies à la transition soudanaise. Cela nécessite en premier lieu que le Soudan finalise rapidement l'accord sur le statut de la Mission. La MINUATS dispose d'un mandat large qui va lui permettre d'appuyer les efforts de l'ensemble des autorités soudanaises face aux défis posés par la transition. Elle sera clé notamment dans le domaine du renforcement des capacités.

## Annexe V

### **Déclaration de M. T.S. Tirumurti, Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens tout d'abord à remercier M. Volker Perthes, Représentant spécial du Secrétaire général, pour son exposé détaillé sur les activités de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan, axé sur les quatre piliers stratégiques et interdépendants de la Mission.

Le Soudan, comme l'illustre l'évolution positive des trois derniers mois, progresse de manière confiante et régulière dans sa transition démocratique. Les autorités ont défini les grandes lignes du système fédéral, conformément au Document constitutionnel et à l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan. Le Gouvernement de transition élargi a également annoncé sa vision stratégique, axée sur cinq domaines prioritaires. De plus, le Conseil souverain a créé le Haut Comité national chargé du mécanisme de mise en œuvre de l'Accord de paix de Djouba. Il est encourageant qu'une autre faction du Mouvement de libération du Soudan ait rejoint l'Accord de paix de Djouba. Les groupes non signataires, tels que le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord-faction Abdelaziz Hérou, ont accepté d'entamer des négociations. L'Armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid a également exprimé sa volonté de participer à des pourparlers de paix. Nous sommes conscients du rôle important que joue le Soudan du Sud dans ces initiatives.

Néanmoins, il y a eu des retards dans la mise en œuvre des accords de transition, en particulier la mise en place du Conseil législatif de transition, et des progrès limités dans l'application de l'Accord de paix de Djouba, notamment en ce qui concerne les dispositions de sécurité. Nous espérons que ces problèmes seront bientôt résolus et que le seuil de 40 % de représentation des femmes au sein du Conseil législatif de transition sera atteint.

Sur le plan économique, nous nous félicitons des réformes entreprises et espérons qu'elles stabiliseront l'économie et permettront de traiter efficacement les questions sociales. Les autorités soudanaises ont également lancé un programme de transfert de fonds – un progrès notable – pour protéger les segments les plus vulnérables de la population de l'impact de la suppression des subventions. Le soutien de la communauté internationale sera indispensable pour garantir un avenir pacifique et durable au Soudan. À cet égard, nous nous félicitons de l'aide financière accordée par les partenaires internationaux du Soudan. Nous nous félicitons également que la France ait organisé une conférence internationale au début du mois pour soutenir la transition soudanaise. Avec les réformes nationales menées actuellement pour améliorer le climat d'investissement au Soudan, de réelles opportunités émergent dans les domaines des infrastructures, de l'exploitation minière, de la connectivité régionale, de l'agriculture, des industries alimentaires et de l'énergie.

Sur le plan de la sécurité, le Gouvernement de transition a réagi rapidement aux affrontements intercommunautaires persistants et inquiétants qui éclatent au Darfour. Il a également renforcé les mesures de sécurité, notamment par le déploiement de forces mixtes de sécurité. Il s'agit de faits nouveaux positifs qui reflètent l'élargissement des structures de gouvernance et l'engagement soutenu des autorités à mettre en œuvre le Plan national de protection des civils. Au cours de la période considérée dans le dernier rapport, des incidents criminels ont visé l'ONU et son personnel. Nous encourageons le Gouvernement de transition à prendre des mesures pour assurer la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies et de ses locaux.

En ce qui concerne la réduction des effectifs de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), nous prenons note du haut niveau de coordination entre l'Équipe spéciale conjointe soudanaise et la MINUAD, ainsi que de l'engagement à faciliter le processus administratif. Nous espérons que les autorités soudanaises feront tous les efforts possibles – tant au niveau central qu'au niveau des États – pour faire de ce retrait et de cette liquidation un exemple de collaboration efficace entre l'ONU et le Soudan.

L'Inde soutient l'opérationnalisation rapide de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) dans le cadre du soutien continu de l'ONU à la transition soudanaise. Avec une équipe de pays intégrée et en collaboration avec des partenaires comme l'Union africaine, la MINUATS doit continuer de travailler en étroite collaboration avec toutes les composantes des autorités de transition.

Pour conclure, alors que le Soudan avance à grands pas vers un avenir meilleur, je tiens à rappeler un aspect important des relations bilatérales de longue date qui existent entre l'Inde et le Soudan. À l'Académie nationale de défense de l'Inde, à Pune, le bloc administratif baptisé « Sudan Block » – construit dans les années 1950 – se dresse encore aujourd'hui comme un symbole des liens historiques avec le Soudan. Il a été offert par le Gouvernement et le peuple soudanais. Au fil des ans, l'Inde a mis en œuvre plusieurs projets au Soudan dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'agro-industrie grâce à des lignes de crédit préférentielles. Nous contribuons également au renforcement des capacités grâce à nos programmes de bourses d'études et nous apportons une aide humanitaire en fournissant des aliments et des médicaments essentiels. L'Inde reste déterminée à soutenir le Soudan et son peuple dans cette phase importante de transition politique.

## Annexe VI

### **Déclaration de M. Martin Gallagher, Conseiller à la Mission permanente de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens également à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Perthes, pour son exposé, et à saluer la présence de l'Ambassadeur du Soudan au Conseil de sécurité ce matin.

Le Soudan est en plein milieu d'une transition historique, et il a une occasion sans précédent de bâtir une paix et une prospérité durables pour son peuple. Les progrès réalisés par le Soudan et les efforts de réforme considérables entrepris par le Gouvernement sont à saluer.

Mais soyons francs. Comme nous venons de l'entendre, il reste beaucoup de travail à faire. Il faut donc que les aspects clefs de la transition politique, tels que la mise en place du Conseil législatif de transition et des autres institutions restantes, soient achevés de toute urgence.

La société soudanaise est riche de sa diversité. Mais nous ne pouvons pas espérer une véritable adhésion de tout le pays si cette diversité ne se reflète pas dans la composition et les actions de son gouvernement. C'est pourquoi nous encourageons le Gouvernement soudanais à être aussi inclusif que possible pendant cette transition, tout en écoutant attentivement les points de vue des femmes, des jeunes, des acteurs de la société civile et des personnes déplacées à l'intérieur du pays, et en s'efforçant de faire en sorte que leurs priorités soient comprises et intégrées comme il convient.

En outre, la transition ne pourra être considérée comme un succès que si les engagements en faveur d'une participation réelle et en toute sécurité des femmes dans toutes les sphères de la société sont respectés, notamment par une représentation féminine de 40 % au sein du Conseil législatif de transition. Je tiens à souligner que ce pourcentage doit être considéré comme une base de référence, et non comme un plafond.

On peut se féliciter de la création du Haut Comité national chargé du mécanisme de mise en œuvre de l'Accord de paix de Djouba, mais il est regrettable que, d'une manière générale, les progrès se fassent lentement. Il est urgent de créer ce comité, en particulier quant aux dispositions de sécurité et aux mécanismes de cessez-le-feu. Comme prévu par les parties, la participation des témoins et des garants à ces structures contribuera à instaurer la confiance. Le fait de voir ces engagements mis en œuvre apportera espoir et encouragement aux communautés sur le terrain.

Nous nous associons au Représentant spécial du Secrétaire général pour nous féliciter de la Déclaration de principes signée entre le Gouvernement du Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord-faction Abdelaziz Hélou. Nous espérons sincèrement que les négociations de paix qui commenceront le 24 mai aboutiront à un résultat positif. L'aboutissement des pourparlers sera une nouvelle étape pour la paix au Soudan et constituera une lueur d'espoir dans une région en proie aux conflits et aux bouleversements. Nous exhortons tous les non signataires de l'Accord de paix de Djouba, y compris l'Armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid, à rejoindre le processus de paix.

Il va sans dire que la transition au Soudan se déroule dans un contexte de crise économique aiguë qui est encore exacerbée par l'impact de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et, comme pour tant de situations à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, la menace de la crise climatique plane également à l'horizon. Compte tenu de l'ampleur de ces défis, nous saluons l'engagement du Gouvernement soudanais à mettre en œuvre des réformes économiques difficiles, mais nécessaires.

En tant que partisan du processus d'allègement de la dette du Soudan, nous espérons que d'autres pays rejoindront le Soudan sur la voie qui lui permettra d'atteindre le point de décision dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés le mois prochain.

Malgré les progrès réalisés au Soudan, les conditions de sécurité qui prévalent dans de nombreuses régions du pays restent très préoccupantes, notamment au Darfour où de récents affrontements ont causé des pertes humaines et des déplacements à grande échelle. Si l'on peut se féliciter de l'engagement renouvelé des autorités soudanaises – comme nous l'avons entendu aujourd'hui de la part du Soudan – à remédier à la situation sécuritaire, nous demandons instamment la mise en œuvre rapide de la stratégie nationale de protection des civils. Le déploiement de la force mixte de protection en est un élément important, mais il faudra envisager une formation et un contrôle appropriés, des garanties et une surveillance et, surtout, le consentement de la communauté.

Comme nous l'a dit cette semaine la Représentante spéciale du Secrétaire général, Virginia Gamba de Potgieter, les enfants continuent d'être tués et mutilés en toute impunité au Darfour. C'est totalement inacceptable. Nous soutenons fermement le rôle vital que joue la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS), qui veille à ce que les préoccupations relatives à la protection des enfants soient au cœur du processus de paix actuel. J'ajouterai que les besoins et les droits des enfants doivent être pris en compte pendant toutes les phases du conflit – de la prévention à la médiation, en passant par le relèvement et la paix durable et inclusive.

De même, les rapports faisant état de violences sexuelles et fondées sur le genre commises au Soudan sont également très troublants. Si nous voulons briser ce cycle récurrent de violence, les auteurs devront répondre de leurs actes. Il faut en outre intensifier les efforts fournis en vue de la réconciliation et mettre en place des mécanismes de justice transitionnelle pour s'attaquer aux causes profondes du conflit.

Les tensions sont vives dans toute la région de la Corne de l'Afrique, avec de nombreuses crises en cours. Dans ce contexte, nous appelons au règlement pacifique de la crise frontalière entre le Soudan et l'Éthiopie. Toutes les parties doivent éviter une nouvelle escalade et parvenir à un règlement négocié par des voies pacifiques. Le Soudan a fait preuve de beaucoup de bienveillance et de générosité en accueillant plus de 70 000 réfugiés déplacés par les conflits qui sévissent dans les régions du Tigré et de Benishangul-Gumuz en Éthiopie.

Enfin, la transition au Soudan de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour à la MINUATS est l'une des transitions les plus complexes que l'Organisation ait jamais entreprises. Nous attendons avec impatience le renouvellement du mandat de la MINUATS et nous nous félicitons des priorités proposés en ce qui concerne les objectifs de la Mission ainsi que des nouveaux critères de référence, qui nous permettront de mesurer les progrès accomplis par rapport aux objectifs stratégiques. La Mission peut compter sur le plein appui de l'Irlande pour réaliser ces objectifs essentiels et accompagner la transition du Soudan.

## Annexe VII

### **Déclaration de M. Martin Kimani, Représentant permanent du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Kenya, le Niger et la Tunisie, et de Saint-Vincent-et-les Grenadines.

Nous remercions le Secrétaire général pour son rapport qui rend compte des activités de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) (S/2021/470) et des faits nouveaux survenus dans le pays. Nous remercions également le Représentant spécial pour le Soudan, M. Volker Perthes, pour son exposé (annexe I) et nous nous félicitons de la participation du représentant du Soudan à la réunion d'aujourd'hui.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines félicitent le Gouvernement de transition du Soudan pour les progrès accomplis dans la mise en œuvre des réformes politiques, économiques, juridiques, structurelles et en matière de gouvernance, prévues dans la déclaration constitutionnelle et dans l'Accord de paix de Djouba. Ils souhaitent insister sur quatre impératifs : la paix, la stabilité, la gouvernance démocratique et la croissance économique au Soudan.

Le premier impératif est de poursuivre le processus de paix pour qu'il soit ancré dans toutes les régions du pays. Il est à noter que depuis la signature de l'Accord de paix historique de Djouba, le cessez-le-feu tient toujours au Darfour, ainsi que dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu. Nous exhortons les parties à rester engagées en faveur du processus de paix et à accélérer la mise en œuvre de tous les aspects de l'Accord de paix de Djouba afin d'apporter des avantages tangibles aux citoyens et d'éviter tout recul.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines se félicitent de la signature de la déclaration de principes par le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord-faction Abdelaziz Hélou, dans laquelle celui-ci s'est engagé à participer au processus de paix de Djouba, ainsi que de la signature de l'Accord de paix de Djouba par le Mouvement de libération du Soudan-faction Mostafa Tambour. Nous appelons les groupes armés restants à s'associer également au processus de paix, dans les plus brefs délais et sans condition.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines sont préoccupés par les violents affrontements intercommunautaires qui éclatent fréquemment au Darfour. Nous appelons à une mise en œuvre rapide du Plan national de protection des civils, ainsi qu'à la promotion du dialogue et de la réconciliation entre les différents groupes ethniques. Nous constatons que le Soudan a déjà fait des progrès notables dans son cheminement vers la paix et la stabilité et qu'il s'agit d'une question de priorités et de compétences au niveau national.

Le deuxième impératif est de faire progresser la gouvernance démocratique et les réformes institutionnelles. Les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines félicitent le Gouvernement de transition pour l'adoption et la mise en œuvre de politiques visant à élargir la gouvernance démocratique, telle que définies dans le document constitutionnel et l'Accord de paix de Djouba. Nous demandons instamment au Gouvernement d'accélérer le processus de formation des principales institutions de transition, notamment le Conseil législatif de transition.



Par ailleurs, les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines réaffirment l'importance de veiller à ce que tous les mécanismes de transition et les institutions connexes soient inclusifs. Il faut s'attacher tout particulièrement à donner aux femmes et aux jeunes, qui ont été les piliers de la révolution de 2019, la possibilité de participer à ces mécanismes. À cet égard, nous nous félicitons de la ratification récente par le Soudan du Protocole de Maputo et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Le troisième impératif est de relancer l'économie et d'améliorer la situation humanitaire. La détérioration de la situation économique, aggravée par la situation humanitaire et la pandémie de COVID-19, peut exacerber la fragilité. En outre, les effets négatifs des changements climatiques continuent de peser sur la situation socioéconomique, humanitaire et en matière de sécurité. Par conséquent, nous saluons les efforts de la MINUATS visant à faire face aux risques de sécurité liés au climat et à renforcer la résilience des États du Soudan.

La relance de l'économie est une composante essentielle des efforts visant à réduire la pauvreté, à réduire au minimum les inégalités, à améliorer la protection sociale, à renforcer la cohésion et à instaurer une paix durable. Les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines félicitent le Gouvernement de transition pour son engagement ferme à mettre en œuvre des réformes économiques et structurelles difficiles mais nécessaires et l'encouragent à poursuivre ses efforts pour atteindre le point de décision de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés.

Les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines se félicitent de l'aide que continuent d'apporter les partenaires internationaux et les institutions financières internationales pour faciliter l'apurement des arriérés de prêts du Soudan et pour fournir une protection sociale. Nous nous félicitons de la Conférence internationale de soutien à la transition soudanaise, qui a récemment été organisée par la France, et que nous considérons comme un pas important à cette fin. Nous avons la responsabilité d'aider le Soudan à consolider sa transition démocratique, à reconstruire son économie et à garantir à tous les membres de sa société plurielle une paix et un développement durables.

Le quatrième impératif est un appui international soutenu. Les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines saluent les efforts des partenaires et amis internationaux du Soudan, qui, jusqu'à présent, ont fourni les ressources financières et les investissements indispensables et pris des mesures pour faire face aux défis humanitaires. Nous exhortons la communauté internationale à faire davantage en apportant l'appui diplomatique, technique, financier et logistique indispensable à la mise en œuvre du document constitutionnel et de l'Accord de paix de Djouba.

En outre, un appui supplémentaire est nécessaire pour renforcer les interventions humanitaires d'urgence, gérer la situation liée à la COVID-19 et faire face aux défis climatiques. À cet égard, nous encourageons la communauté internationale à honorer ses engagements en matière de financement climatique afin que le Soudan puisse renforcer ses efforts d'adaptation et d'atténuation.

Pour conclure, les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines saluent les progrès accomplis dans la mise en place de la MINUATS, ainsi que dans l'élaboration de critères, de plans et de programmes de mise en œuvre. Nous demandons à la MINUATS de continuer de travailler en étroite collaboration avec les autorités de transition pour faciliter la mise en œuvre rapide du programme de réforme.



Nous voudrions rappeler que tous les programmes et toutes les initiatives doivent être contrôlés et dirigés par les Soudanais. Nous réaffirmons également notre solidarité avec le peuple soudanais durant cette période de son histoire, et nous continuerons de soutenir les efforts qu'il déploie pour parvenir à une paix durable et à la sécurité et pour continuer à avancer sur le voie du développement économique.

**Annexe VIII****Déclaration de M. Juan Ramón de la Fuente Ramírez, Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

Le Mexique remercie le Représentant spécial Perthes et se félicite de son travail à la tête de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) pendant cette période où commencent ses opérations et souhaite la bienvenue au représentant du Soudan.

Le Soudan a connu de grands changements au cours de l'année écoulée, et la signature de l'Accord de paix de Djouba constitue le fondement sur lequel seront bâtis la paix durable et le développement inclusif du pays. Un peu plus de sept mois après sa signature, la mise en œuvre de l'Accord reste une priorité pour le Gouvernement de transition.

Nous nous félicitons de la création du Conseil souverain et de quatre des cinq sous-comités qui assureront le suivi de la mise en œuvre de l'Accord. Nous espérons que cette mise en œuvre sera accélérée, notamment s'agissant des dispositions relatives à la sécurité, telles que la mise en place de mécanismes de cessez-le-feu et du Conseil législatif de transition, en respectant le quota de 40 % de femmes prévu dans le document constitutionnel.

Nous nous félicitons également du décret définissant les grandes lignes d'un système de gouvernement fédéral dans le pays et nous appelons à des progrès dans les préparatifs pour les trois étapes de la conférence sur le système de gouvernance. Ce processus doit bénéficier d'une large participation civique, y compris la pluralité des voix soudanaises, notamment celles des femmes, des jeunes et des minorités. Par ailleurs, nous nous félicitons de la Conférence sur le Soudan organisée par la France.

Le Mexique salue l'adoption par le Conseil des ministres du Protocole de Maputo et de la Charte de Banjul, ainsi que la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, même si des réserves s'appliqueront aux articles de la Convention relatifs à l'élimination de la violence à l'égard des femmes et à l'accès à la justice. Il est également essentiel de promouvoir la mise en place de réformes juridiques et de la Commission pour l'égalité des sexes, notamment à la lumière des rapports faisant état de violences envers les femmes dans les sphères publiques et privées.

Nous réaffirmons que la pleine efficacité de l'Accord de paix de Djouba dépend en partie de sa signature par tous les groupes armés. Par conséquent, nous nous félicitons de la signature de la déclaration de principes entre le Président du Conseil souverain et le Mouvement populaire de libération du Soudan-faction Hélou, et nous suivrons de près les négociations qui vont bientôt commencer.

Conscients de l'immense défi que représente pour le Soudan la mise en œuvre du Plan national de protection des civils, notamment avec les flambées de violence intercommunautaire que connaissent certaines régions du Darfour depuis janvier, nous demandons instamment aux autorités soudanaises de ne ménager aucun effort pour assurer sa mise en œuvre. Nous saluons les huit mesures supplémentaires prévues dans le cadre du Plan et nous demandons que les forces de protection conjointes soient déployées sans délai.

Le Mexique rappelle qu'il importe d'éviter des lacunes dans la protection des civils. Malgré les efforts du Gouvernement soudanais, le conflit a des conséquences alarmantes sur les enfants, en particulier au Darfour et dans les États du Kordofan

méridional et du Nil Bleu. Nous appelons à la mise en œuvre du Plan, à l'élaboration d'un plan national de prévention et à l'intensification des efforts visant à garantir l'application du principe de responsabilité en cas de violations graves, car un grand nombre d'auteurs de crimes contre les enfants n'ont toujours pas été identifiés.

Nous sommes préoccupés par les tensions dans la zone frontalière de Fachqa et la dynamique régionale tendue et nous encourageons les parties à désamorcer la situation et à rechercher une solution pacifique et négociée pour régler leurs différends. Les conséquences de l'instabilité régionale sont multidimensionnelles et particulièrement graves sur le plan humanitaire. Environ 2,5 millions de Soudanais sont déplacés, et le pays continue d'accueillir de nombreux réfugiés en provenance des pays voisins. Les conditions de déplacement très difficiles exacerbent les risques en matière de protection des civils et accroissent leur vulnérabilité.

Pour conclure, je me félicite de l'élaboration de critères et d'indicateurs correspondants, qui permettront de suivre la mise en œuvre des quatre piliers stratégiques du mandat de la MINUATS. Nous suivrons de près le processus d'établissement des données de référence et de définition des objectifs sur la base desquels le travail de la Mission sera évalué.

**Annexe IX****Déclaration de M<sup>me</sup> Mona Juul, Représentante permanente de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Perthes, pour son exposé détaillé et optimiste d'aujourd'hui (annexe I). Je tiens à féliciter le Soudan pour l'issue positive de la Conférence de Paris qui s'est tenue cette semaine. Le message était clair : nous devons faire front commun pour que la transition soit irréversible, même si de nombreux défis subsistent.

Le Soudan a aujourd'hui une occasion sans précédent de créer les conditions d'une croissance durable. Le succès du processus de transition peut – et doit – être mesuré à l'aune de deux critères principaux : premièrement, comment le Gouvernement de transition gère la diversité sur la base du principe d'égalité des droits ; et deuxièmement, comment la population dans son ensemble bénéficie du développement économique. C'est grâce à des politiques inclusives qu'il sera possible de réunir ces deux critères.

Nous estimons que le succès dépendra également de la manière dont le Gouvernement et nous, les partenaires, suivrons le scénario de transition défini dans le Document constitutionnel et dans l'Accord de paix de Djouba. Le Conseil législatif de transition doit être formé sans plus tarder, et le Conseil souverain doit se préparer à passer le flambeau à un président civil.

La réforme du secteur de la sécurité ne peut pas non plus attendre. L'appui à ces processus est au cœur du mandat de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS). La Norvège reste profondément préoccupée par les conditions de sécurité au Darfour en particulier et par les lacunes graves en matière de protection des civils, notamment l'absence de mesures efficaces contre les violences sexuelles et fondées sur le genre contre les femmes et les filles. La situation humanitaire – aggravée par les changements climatiques – est désastreuse, et le nombre de personnes déplacées par le conflit au Darfour augmente. À cet égard, nous nous félicitons de l'annonce par le Gouvernement de transition de huit mesures visant à lutter contre la violence au Darfour occidental et nous appelons à leur mise en œuvre dans les plus brefs délais.

Plusieurs de ces mesures découlent de l'Accord de paix de Djouba, dans le cadre duquel l'ONU – représentée par la MINUATS – est appelée à jouer des rôles spécifiques et essentiels. L'opérationnalisation et la clarification de ces rôles seront une tâche importante pour la MINUATS et revêtent une grande importance pour la mise en œuvre de l'Accord de paix de Djouba. Dans ce contexte, la surveillance du cessez-le-feu est d'une importance capitale.

Le processus de paix ne peut pas être achevé tant que tous les groupes armés n'y ont pas adhéré. Nous nous félicitons de la signature de la déclaration de principes entre le Gouvernement et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord-faction Abdelaziz Hélou. Les négociations sur les questions de fond doivent être lancées sans plus tarder.

En outre, les pourparlers actuels et futurs doivent être inclusifs. La participation pleine, égale et véritable des femmes doit être une priorité absolue pour tous. La Norvège est prête à appuyer ce processus en étroite coordination avec les parties aux négociations, le Gouvernement sud-soudanais, la MINUATS et les autres acteurs concernés.

Sous réserve de l'approbation finale du Gouvernement, la Norvège prévoit de fournir du personnel à l'équipe de police spécialisée de la MINUATS pour contribuer

à renforcer les capacités de la police soudanaise à mener des activités de police de proximité et à enquêter sur les violences sexuelles et fondées sur le genre, ce qui constitue un pas important vers le renforcement d'un environnement protecteur dans le pays. Nous envisageons également de présenter un candidat au poste de conseiller militaire du Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MINUATS.

La Norvège félicite la MINUATS pour les progrès réalisés jusqu'à présent avec des ressources limitées, et nous saluons l'engagement du Représentant spécial à faire en sorte que les activités de la MINUATS bénéficient à l'ensemble du Soudan. Les quatre objectifs stratégiques restent pertinents et doivent être maintenus. Néanmoins, il faut hiérarchiser les tâches au quotidien. Les critères de référence sont utiles quand ils sont associés à des résultats mesurables. Les indicateurs doivent faire l'objet d'un accord dans le cadre d'un dialogue avec l'ensemble des parties intéressées – instances gouvernementales et acteurs de la société civile – aux niveaux national et local.

Pour que la transition au Soudan continue d'avancer, il faut un dialogue et des partenariats constructifs entre le Gouvernement soudanais, la MINUATS et le Conseil de sécurité. Nous sommes prêts à apporter notre contribution.

**Annexe X****Déclaration de M<sup>me</sup> Anna Evstigneeva, Représentante permanente adjointe de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

Avant de commencer, je voudrais souligner l'importance pour le Conseil de sécurité de recommencer à tenir des réunions en présentiel. Toutes les conditions sont réunies à cette fin dans la salle du Conseil. L'amélioration de la situation épidémiologique à New York et l'assouplissement des restrictions y afférentes sont un signe d'un retour progressif à la normale.

Nous remercions le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Volker Perthes, de son exposé sur l'évolution de la situation au Soudan (annexe I). Nous remercions également le représentant du Soudan pour sa déclaration (annexe XIV).

La situation politique interne au Soudan reste compliquée. Les événements survenus en Libye, un pays voisin, le nombre croissant de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés en provenance des États africains voisins et la propagation du nouveau coronavirus ont un impact négatif. Dans ce contexte, l'escalade de la crise économique et l'intensification des tensions sociales sont particulièrement préoccupantes. Plus de 9 millions de Soudanais ont besoin d'une aide humanitaire, et plus de 7 millions de personnes vivent dans l'insécurité alimentaire. Par conséquent, nous espérons que les activités de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) aideront Khartoum à renforcer ses capacités dans des domaines aussi importants que la consolidation de la paix, la transformation socioéconomique, le maintien de la paix au niveau national et l'état de droit.

La signature, en octobre dernier, de l'Accord de paix de Djouba entre le Gouvernement de transition du Soudan et le Front révolutionnaire soudanais, a constitué une étape importante vers une stabilisation durable du pays et a permis de relever de nombreux défis pressants. Nous appelons tous les groupes armés qui n'ont pas encore adhéré au processus de paix à le faire. Nous déplorons qu'Abdul Wahid Al-Nur ait jusqu'à présent refusé d'engager le dialogue avec Khartoum. Ceux qui ont une influence sur cet opposant intransigeant doivent exercer des pressions sur lui à cette fin.

Nous espérons que le processus de négociation entre les autorités et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord-faction Abdelaziz Hérou commencera bientôt sur la base de la déclaration de principes signée par les parties. Nous comptons sur la MINUATS pour apporter l'appui nécessaire à ce processus.

Nous saluons l'engagement de Khartoum à s'attaquer en profondeur aux causes profondes du conflit et des différends intercommunautaires dans les différentes régions du Soudan. La mise en œuvre rapide du Plan national de protection des civils et des huit mesures de sécurité essentielles annoncées par le Gouvernement sera très utile à cet égard.

Le Soudan est confronté à de nombreux défis. Il faut accélérer le rythme des initiatives en faveur de la relance économique et mettre en œuvre le programme de consolidation de la paix. Dans ce contexte, nous estimons qu'il importe de maintenir des contacts équilibrés avec toutes les autorités soudanaises et d'appuyer leurs efforts visant à mettre en œuvre le Document constitutionnel du 17 août 2019, afin de stabiliser la situation dans le pays.

Nous constatons que la situation au Darfour s'apaise progressivement. Les affrontements intercommunautaires sporadiques dans certains États n'ont pas changé la tendance générale. La réponse coordonnée des autorités face à tous les incidents confirme l'importance que Khartoum accorde à une approche globale pour stabiliser la situation.

Nous sommes satisfaits de l'évaluation du Secrétaire général selon laquelle le retrait de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, qui a accompli toutes ses tâches, est en bonne voie, et qu'une coopération étroite a été établie entre le personnel des Nations Unies, l'Union africaine et la partie soudanaise. À cet égard, nous saluons les efforts déployés par la direction du Secrétariat.

Pour conclure, nous voudrions dire quelques mots sur la prorogation prochaine du mandat de la MINUATS. Une mission politique spéciale déployée en vertu du Chapitre VI de la Charte des Nations Unies ne peut mener à bien les tâches qui lui sont confiées que si elle bénéficie d'une bonne coopération avec le pays hôte. Par conséquent, nous attendons des observations du représentant officiel de Khartoum sur les tâches qui, selon les autorités soudanaises, doivent être prioritaires dans le cadre des activités de la MINUATS. Les Soudanais ont invité la Mission des Nations Unies dans leur pays, c'est donc à eux qu'il revient de déterminer les priorités des efforts de la communauté internationale.

**Annexe XI****Déclaration de M. Jonathan Allen, Représentant permanent adjoint du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie le Représentant spécial Perthes de son exposé d'aujourd'hui. Je suis particulièrement ravi de voir mon ami le Chargé d'affaires du Soudan aujourd'hui, qui participe à cette réunion. Et bien qu'il soit un peu tard, je tiens à vous souhaiter, à vous et à tout le peuple soudanais, *Eïd Moubarak*.

Le Royaume-Uni tient à saluer les progrès soutenus accomplis par le Premier Ministre Hamdok et son gouvernement en vue de mettre en œuvre tous les aspects de la transition au Soudan. Les progrès réalisés dans le cadre de réformes économiques difficiles sont particulièrement remarquables, étant donné que le Soudan a passé avec succès le deuxième examen du Fonds monétaire international (FMI) ce mois-ci et est en bonne voie de franchir la première étape de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Le Royaume-Uni est engagé à soutenir ces efforts, notamment en aidant le Soudan à apurer ses arriérés auprès de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et du FMI, ce qui lui permettra d'accéder aux financements internationaux dont il a tant besoin.

S'agissant de la paix et de la sécurité, je tiens à saluer la signature d'une déclaration de principes avec le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord-faction Abdelaziz Hérou et la reprise des négociations prévue la semaine prochaine.

Je tiens également à saluer les progrès réalisés par l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), qui a mené à bien la fermeture et le transfert des sites dans un contexte difficile, ainsi que les efforts déployés par le Gouvernement soudanais pour sécuriser les sites qui lui ont été remis par la MINUAD. Comme il s'agit de la dernière réunion du Conseil de sécurité avant la fermeture de la MINUAD le 30 juin, je voudrais saisir cette occasion pour remercier tout le personnel qui a beaucoup contribué au fil des ans aux efforts de la MINUAD à l'appui de la paix et de la stabilité au Darfour.

En dépit des progrès importants accomplis, de nombreux défis subsistent. Nous sommes préoccupés par le recours à la violence contre des manifestants à Khartoum le 11 mai. Et je tiens à saluer la rapidité avec laquelle les autorités soudanaises ont ouvert une enquête. Toutefois, cet incident nous rappelle que la responsabilité des crimes commis avant et pendant la révolution doit être établie pour que la transition au Soudan soit couronnée de succès. Il faut faire des progrès dans ce domaine, ainsi que dans la mise en œuvre l'Accord de paix de Djouba, en matière de bonne gouvernance et en ce qui concerne la réforme constitutionnelle. Seuls ces progrès permettront à tous les citoyens du Soudan d'être maîtres de leur destin et de bénéficier de la transition.

Je voudrais me faire l'écho des préoccupations du Secrétaire général concernant l'augmentation des violences intercommunautaires. Nous devons donner la priorité à la paix et à la protection des civils, et j'appelle le Gouvernement à accélérer la mise en œuvre de l'Accord de paix de Djouba et du Plan national de protection des civils. La Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) peut jouer un rôle important à l'appui de ces efforts.

Alors que le Conseil discute de la prorogation du mandat de la MINUATS, je tiens à saluer le travail accompli par le Représentant spécial Perthes et son équipe ces derniers mois. La MINUATS est un partenariat entre la communauté internationale et le Soudan, et nous nous félicitons vivement de la bonne coopération du Gouvernement soudanais et de son engagement à travailler avec la MINUATS à



l'appui de la transition. Nous avons été ravis d'apprendre aujourd'hui que l'accord sur le statut de la mission est prêt à être signé. Espérons que cela se fera le plus rapidement possible.

Nous espérons que le Conseil renouvellera le mandat de la MINUATS dans les semaines à venir, pour garantir un appui continu conformément aux quatre objectifs stratégiques définis dans la résolution 2524 (2020). Je pense que les membres du Conseil voudront faire en sorte que l'appui de la MINUATS aux priorités définies par le Gouvernement soudanais ait le plus grand impact possible au cours de l'année à venir. Nous devons adopter un mandat hiérarchisé et ciblé pour aider la MINUATS à mettre en œuvre ses objectifs stratégiques. Le soutien de la MINUATS au Soudan doit être étayé par une approche qui mobilise l'ensemble du système des Nations Unies, et j'invite tous les acteurs à coordonner leurs efforts au sein du système des Nations Unies, et avec les institutions financières internationales.

C'est la dernière fois que je prends la parole au sujet de la question du Soudan au Conseil. Je voudrais évoquer les changements importants dont j'ai été témoin pendant les quatre années que j'ai passées ici. Le peuple soudanais a fait preuve d'un courage et d'une détermination remarquables dans sa révolution pour renverser une dictature militaire. L'Union africaine a joué un rôle essentiel. Tous les membres permanents du Conseil n'ont pas soutenu le peuple soudanais et l'Union africaine dans leur désir de liberté, mais je suis fier de dire que le Royaume-Uni n'a jamais cessé de soutenir le peuple soudanais, et qu'il continue de le faire aujourd'hui.

Mais pour mener à bien la transition, avec les nombreuses priorités auxquelles le Gouvernement doit faire face, il faut également faire preuve de courage et de détermination. La démocratie et le régime civil sont toujours fragiles. C'est pourquoi je suis convaincu qu'il est plus important que jamais que l'ONU, tant la MINUATS que les institutions, fonds et programmes, fasse de l'appui au Soudan une priorité. Il est essentiel que les membres de la communauté internationale travaillent dans le cadre de partenariats, notamment avec les institutions financières internationales et les organisations non gouvernementales.

Enfin, ceux d'entre nous qui ont partagé la joie du peuple soudanais lorsqu'il s'est débarrassé de la dictature, ceux d'entre nous qui croient en la démocratie, aux droits de l'homme et à l'état de droit, ceux d'entre nous pour qui le Soudan est un point positif dans l'ordre du jour du Conseil, ne doivent pas être complaisants. Nous ne devons pas nous laisser distraire. Nous ne devons pas perdre de vue notre objectif. Nous devons œuvrer à l'appui de la transition au Soudan. Nous ne devons pas laisser tomber le peuple soudanais. Et nous ne devons pas laisser tomber tous ceux qui, partout dans le monde, luttent pour leur propre liberté et jugent notre détermination sur la base de ce que nous faisons au Soudan.

**Annexe XII****Déclaration de M. Richard Mills, Représentant permanent adjoint des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous remercie, Monsieur le Représentant spécial Perthes, pour votre exposé et pour les efforts que vous déployez pour exécuter le mandat de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance de la transition au Soudan (MINUATS). Les États-Unis appuient votre travail. Nous nous engageons à mettre à votre disposition les outils du Conseil de sécurité dont vous avez besoin pour vous acquitter des tâches qui vous ont été confiées.

Avant d'aborder le mandat de la MINUATS, je voudrais me joindre aux orateurs qui m'ont précédé pour exprimer les préoccupations des États-Unis concernant le meurtre de deux manifestants le 11 mai à Khartoum. Les États-Unis prennent note de l'engagement du Gouvernement soudanais à demander des comptes aux responsables d'une précédente attaque menée contre des manifestants en juin 2019. Comme d'autres l'ont dit, ces incidents montrent qu'il faut poursuivre les réformes et imposer des restrictions supplémentaires à l'usage de la force létale.

Ma délégation tient à remercier le Royaume-Uni pour les efforts qu'il a fournis pour favoriser un consensus sur le prochain mandat de la MINUATS au sein du Conseil de sécurité. Nous appuyons fermement le projet de mandat. Nous pensons que la hiérarchisation des tâches est essentielle pour que la MINUATS ait un impact maximal et soutienne les priorités du Gouvernement. Les États-Unis sont fermement convaincus que le Conseil peut établir un mandat solide pour vous, Monsieur le Représentant spécial Perthes, pour le Gouvernement de transition dirigé par des civils et plus important, pour le peuple soudanais.

Il y a deux mois que le Conseil de sécurité s'est penché pour la dernière fois sur l'évolution de la situation au Soudan (voir S/2021/267). Les États-Unis restent préoccupés, comme nous l'étions alors, en ce qui concerne les efforts déployés par le Gouvernement de transition et sa capacité à assumer sa responsabilité la plus fondamentale, à savoir la protection de sa population. Nous avons constaté des actes de violence récurrents au Darfour, en particulier la violence intercommunautaire, qui a provoqué des milliers de nouveaux déplacements, les plus importants que le Darfour ait connus depuis 2015. Nous ne pouvons pas laisser cette violence persistante détruire les perspectives de l'Accord de paix de Djouba s'agissant d'instaurer une paix véritable au Darfour. Le respect de l'Accord est essentiel pour assurer une transition réussie vers la démocratie et la stabilité au Soudan.

Nous encourageons vivement le Gouvernement de transition dirigé par des civils à agir avec conviction pour assurer la sécurité de tous les Soudanais au sein de leurs communautés, ainsi que celle de leurs moyens de subsistance. Cet objectif peut être atteint en renforçant la présence et les capacités de la police, en soutenant la réconciliation communautaire et le règlement de conflits et en mettant en œuvre les dispositions de l'Accord de paix de Djouba relatives à la sécurité, à la réforme agraire, à l'égalité des sexes et à la justice, entre autres. Nous continuons également d'encourager la mise en œuvre du Plan d'action national soudanais pour les femmes, la paix et la sécurité, conformément à la résolution 1325 (2000).

En dépit de ces préoccupations, je tiens à préciser que les États-Unis saluent les progrès accomplis dans le cadre des efforts de médiation déployés sous les auspices du Gouvernement sud-soudanais, qui visent à faire fond sur l'Accord de paix de Djouba et à rapprocher les vues du Gouvernement soudanais et des groupes d'opposition armés. Par ailleurs, nous nous félicitons des discussions du Représentant

spécial Perthes avec le Gouvernement sud-soudanais et les groupes armés qui n'ont pas encore signé l'Accord de paix de Djouba. Nous exhortons le Gouvernement et le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord-faction Abdelaziz Hélou à conclure leurs négociations et à parvenir à un accord qui prend en compte les causes profondes du conflit qui les oppose et qui ouvre la voie à la pleine participation du Mouvement au processus de transition au Soudan.

Nous sommes déçus qu'en dépit des démarches récentes du Représentant spécial, l'Armée de libération du Soudan-faction Abdul Wahid Al-Nur continue de refuser de se joindre aux efforts de médiation ou de participer de manière constructive aux négociations de paix. Une telle intransigeance va à l'encontre des appels des millions de Soudanais courageux qui ont réclamé la paix pendant la révolution. Elle sape également les efforts déployés par le Gouvernement de transition pour parvenir à un accord de paix global négocié conformément à la Constitution de transition.

Enfin, selon nous, l'engagement en faveur du bien-être du peuple soudanais concerne également la remise des bases d'opération des Nations Unies au Gouvernement. Pendant des années, ces espaces ont incarné l'investissement des Nations Unies en faveur du peuple soudanais, pour le protéger et lui donner un sentiment de stabilité. Les problèmes qui ont entravé la remise de plusieurs sites, notamment des violences et des pillages, ont gravement remis en cause l'engagement déclaré des dirigeants locaux à préserver ces espaces en tant qu'espaces positifs. Nous appelons les autorités soudanaises à remettre ces bases d'opération de manière responsable sous le contrôle du Gouvernement et à faire en sorte qu'elles ne tombent pas entre de mauvaises mains.

**Annexe XIII****Déclaration de M. Pham Hai Anh, Représentant permanent adjoint du Viêt Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, Volker Perthes, de son exposé détaillé. Je souhaite la bienvenue au représentant du Soudan à la présente séance et je le remercie de sa déclaration.

Le Soudan traverse une période cruciale de transition du maintien de la paix à la consolidation de la paix. À la lumière des faits nouveaux survenus récemment dans le pays, je voudrais insister sur les trois points suivants.

Premièrement, il est impératif de faire avancer le processus de transition conformément à l'Accord de paix de Djouba. Le Viet Nam salue les progrès réalisés à ce jour dans le cadre du processus de transition, avec la participation des femmes. Nous espérons sincèrement que les parties soudanaises continueront de régler leurs différends en vue de mettre en œuvre les dispositions restantes de l'Accord. Nous appelons également les groupes armés restants au Darfour à participer aux pourparlers de paix le plus rapidement possible.

En outre, les synergies entre les Nations Unies, la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS), l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, les pays voisins et d'autres partenaires internationaux à l'appui du processus de paix au Soudan revêtent toujours la plus grande importance. La volonté du Soudan du Sud, un pays voisin, d'accueillir les pourparlers de paix sur le Darfour le 25 mai comme prévu est encourageante. Il faut continuer à promouvoir les mesures de renforcement de la confiance et les possibilités de dialogue à cet égard.

Par ailleurs, nous réaffirmons notre ferme appui à la participation active des femmes et des jeunes à toutes les phases de la transition et au-delà.

Deuxièmement, nous appelons le Gouvernement soudanais à continuer de s'attacher à s'acquitter de sa responsabilité première, à savoir la protection des civils. Nous prenons note des efforts déployés par le Gouvernement pour faire face aux violences survenues au Darfour occidental en avril 2021 et nous l'invitons à faire tout ce qui est en son pouvoir pour prévenir de tels incidents à l'avenir. Il est essentiel d'assurer la pleine mise en œuvre du Plan national de protection des civils et de trouver des solutions plus globales pour s'attaquer de manière durable aux causes profondes des violences intercommunautaires au Darfour, notamment par la réconciliation entre les différentes tribus et communautés. Il faut déployer plus d'efforts pour assurer la protection des groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants.

En outre, nous saluons la coopération entre la MINUAD et le Gouvernement soudanais en vue de garantir un retrait sûr et ordonné du personnel et des moyens de la Mission. Nous prions le Gouvernement de continuer à faciliter ce processus en application de la résolution 2559 (2020).

Troisièmement, il est essentiel de continuer à remédier aux problèmes économiques et humanitaires au Soudan qui découlent des répercussions de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de catastrophes naturelles. Alors que l'économie du Soudan se heurte à de nombreuses difficultés, nous appelons à continuer de faciliter l'accès du pays aux institutions financières internationales.

Nous sommes préoccupés par le grand nombre de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire dans le pays, notamment plus de 9,6 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 206 % en février, par rapport à la même période il y a un an. La

communauté internationale doit continuer d'aider le Gouvernement soudanais à lutter contre la pandémie de COVID-19 et les problèmes socioéconomiques actuels.

Pour terminer, le Viet Nam souligne de nouveau sa ferme volonté d'aider le Soudan dans sa transition vers la paix et la stabilité à long terme. Nous félicitons la MINUATS du travail qu'elle accomplit et nous sommes favorables au renouvellement de son mandat pour continuer de faciliter le processus de transition dans le pays.

**Annexe XIV****Déclaration de la Mission permanente du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

Je tiens tout d'abord à féliciter votre pays et à vous féliciter personnellement, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mai. Je tiens également à vous exprimer notre reconnaissance pour les efforts considérables que vous consacrez à la conduite des travaux du Conseil dans le contexte des multiples problèmes et crises qui exigent son attention. Je salue également les efforts déployés par le représentant du Viet Nam durant sa présidence du Conseil le mois dernier.

Je tiens à remercier Volker Perthes, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS), et Atul Khare, Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel, des exposés qu'ils ont présentés aujourd'hui.

Le Gouvernement soudanais déploie des efforts inlassables pour atteindre les objectifs de la période de transition énoncés dans la Déclaration constitutionnelle et l'Accord de paix de Djouba. Le Gouvernement a accompli des progrès considérables vers la réalisation des objectifs en matière de reconstruction nationale, conformément à sa ferme volonté, réitérée à plusieurs reprises, de faire taire les armes, de créer les fondements d'une transition démocratique, d'éliminer les déficiences structurelles de l'économie soudanaise et de faire en sorte que le Soudan redevienne un membre actif de la communauté internationale. C'est dans cet esprit que le Gouvernement de transition a conclu l'Accord de paix de Djouba avec le Front révolutionnaire et le Mouvement de libération du Soudan-faction Minni Minawi. C'est un accord global qui aborde les causes du conflit non seulement au Darfour, mais également dans les Deux Zones et d'autres parties du pays. Le Gouvernement de transition ne se relâchera pas tant que les mouvements qui doivent rejoindre le processus de paix ne l'auront pas fait. Une déclaration de principes a par ailleurs été signée entre le Président du Conseil souverain et Abdelaziz Hélou. Elle constitue le fondement des négociations qui devraient commencer à la fin du mois sous les auspices généreux du Soudan du Sud. Nous espérons qu'Abdul Wahid al-Nur répondra également aux appels répétés du Gouvernement l'invitant à collaborer de manière constructive en ce qui concerne les questions liées à la sécurité, à la stabilité et à la paix, au Darfour en particulier et au Soudan en général.

Maintenant que l'Accord de paix de Djouba est signé et que les mouvements d'opposition armés participent aux activités des structures de gouvernance au Soudan, les dispositions prises en vue de constituer une force conjointe pour protéger les civils et la participation des forces d'opposition armées aux programmes de désarmement, démobilisation et réintégration transformeront les conditions de sécurité au Darfour. Certains problèmes de sécurité étant liés aux conflits tribaux au Darfour, le Gouvernement est déterminé à apaiser les tensions tribales, à promouvoir la réconciliation entre les différents groupes, à renforcer l'état de droit et à mettre en place un système de justice pénale et de justice réparatrice.

Pour ce qui est de mettre la dernière main aux structures de gouvernance transitionnelles, les partenaires de transition travaillent à la création du Conseil législatif de transition, un organe de supervision et de contrôle qui sera chargé de suivre la performance des organes de gouvernance. Des efforts sont en cours en vue de créer les commissions prévues par la Déclaration constitutionnelle et l'Accord

de paix de Djouba. Les lois portant création de ces commissions ont été rédigées et seront promulguées.

En ce qui concerne la protection des civils, la promotion des droits de l'homme et l'état de droit, le Gouvernement de transition poursuit ses efforts en vue d'entreprendre des réformes institutionnelles et juridiques, de renforcer et de protéger les cadres pour la défense des droits de l'homme et de rendre la justice. Fin avril, le Gouvernement soudanais a approuvé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et des mesures techniques et administratives sont en train d'être mises en place en vue de sa ratification. Le Gouvernement a également approuvé le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique. Ces mesures ont pour but d'améliorer la situation des femmes au Soudan, en reconnaissance du rôle que les femmes ont joué dans la glorieuse révolution de décembre. Pour rendre justice aux victimes de la guerre au Darfour, une délégation de la Cour pénale internationale (CPI) s'est de nouveau rendue au Soudan en avril. Parmi les sujets abordés durant cette visite, il y a la mise en œuvre du mémorandum d'accord signé en février dernier en vue de renforcer la coopération entre le Soudan et la CPI et les dispositions à prendre pour organiser une visite de la Procureure de la CPI au Darfour. Le Gouvernement poursuit la mise en œuvre du Plan national de protection des civils, conscient qu'il est responsable de la sûreté et de la sécurité de ses citoyens. En coopération avec la MINUATS et les autres partenaires, il fera tout ce qui est en son pouvoir pour créer un environnement sûr au Darfour et veiller à ce que sa population puisse vivre dans la sécurité et la dignité.

Récemment, de nombreuses lois et politiques ont été réformées pour stimuler et promouvoir la croissance économique et attirer des investissements. Le Soudan compte sur l'appui continu des pays amis et des partenaires internationaux et régionaux pour créer des partenariats économiquement bénéfiques qui donnent des résultats, ce qui permettra d'alléger le fardeau de la dette extérieure du pays. Nous remercions sincèrement le Président de la France, Emmanuel Macron, et son gouvernement d'avoir organisé en début de semaine une conférence économique pour appuyer la transition démocratique au Soudan, et nous saisissons cette occasion pour remercier tous les pays amis et les institutions financières internationales de leur appui au Soudan durant cette conférence et de s'être engagés à œuvrer à l'annulation de la dette du pays et à améliorer l'économie soudanaise.

Le Soudan réaffirme qu'il coopère pleinement avec la MINUATS afin d'atteindre les quatre objectifs stratégiques de la Mission, qui sont énoncés dans la résolution 2524 (2020). Ces objectifs englobent le soutien à la transition politique et les avancées vers une gouvernance démocratique ainsi qu'en matière de protection et de promotion des droits de l'homme ; la fourniture d'une assistance technique dans le cadre de la préparation des élections et de la rédaction de la Constitution ; l'appui à l'instauration et à la consolidation d'une paix globale ; et la mobilisation d'une assistance économique et d'une aide au développement afin d'atteindre ces objectifs, conformément au principe d'appropriation soudanaise des activités de la Mission. Nous soulignons également que nous coopérons pleinement avec le Secrétariat de l'ONU afin que retrait et la liquidation de la MINUATS se fassent dans l'ordre et en toute sécurité.